



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 22 SEPTEMBRE 1984

N° 268

PRIX ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F

Editorial

L'INDEPENDANTISME, TEL QUE
LE VOUDRAIT L'IMPERIALIS-
ME.

Chacun a remarqué les propos du ministre des DOM qui appelle les indépendantistes à renoncer à l'action violente pour faire de la politique sur le terrain purement électoral. Mais au moment où tombaient les déclarations de Georges Lemoine qui passaient pour apaisantes, CRS et policiers intervenaient de façon musclée dans le local où se tenait le comité de rédaction du journal de l'UPLG.

Y-a-t-il ou non contradiction, double langage, hypocrisie, de la part du gouvernement ?

En réalité, il n'est même pas nécessaire de faire appel à tout cela pour expliquer son attitude.

Celui-ci se rend bien compte qu'un jour ou l'autre, le problème de l'indépendance des DOM se posera, et qu'il peut très bien naître dans ces pays un mouvement suffisamment fort pour réclamer leur indépendance. Et lorsque le gouvernement déclare qu'il n'est pas hostile à cette idée, il dit sans doute vrai.

Mais, tant que, à l'évidence les partis départementalistes et assimilationnistes semblent les plus implantés ou les plus suivis dans la population, il n'a aucune raison de devancer le problème, et d'offrir l'indépendance aux partis indépendantistes ou autonomistes.

Cependant il reste soucieux, (responsabilité impérialiste oblige !), de canaliser dès aujourd'hui l'expression du sentiment indépendantiste dans la bonne direction.

Par bonne direction, il faut comprendre passer de préférence par les organismes politiques en place et par les élections, refuser le recours à la violence, et à toute forme d'action révolutionnaire. Car si l'impérialisme français et son administration locale peuvent accepter un jour de céder leur place à un état guadeloupéen ou martiniquais, ce n'est certainement pas pour que ce soit un état des pauvres, un état des travailleurs.

La seule indépendance et les seuls indépendantistes avec qui l'impérialisme français se sentira à l'aise, ce seront ceux qui précisément vont faire la preuve qu'ils ne sont ni communistes, ni anti-impérialistes, ni en rien menaçants pour la société des privilégiés et des riches. Les politiciens de l'impérialisme, de gauche aujourd'hui, de droite demain, savent, bien sûr, que même dans des petits pays comme la Martinique et la Guadeloupe, ils ne devront pas laisser le pouvoir à n'importe qui. Et certainement pas à une direction issue d'un mouvement populaire combattant.

Alors, il n'y a pas de contradiction entre les offres de discussion et de reconnaissance d'un certain indépendantisme, et l'exercice de pressions et tracasseries po-

Suite p. 3.

LES 40%

QUAND LE GOUVERNEMENT VEUT FAIRE L'EGALITE DES SALAIRES PAR LE BAS



Lors de l'émission 5 questions cinq réponses sur RCI, mercredi matin, le sous préfet Hugodot a répondu, entre autres, à une question concernant les 40 % des fonctionnaires, et leur éventuelle diminution.

C'est à la suite d'une déclaration de Lemoine que cette question, depuis longtemps débattue, a ressurgi.

Hugodot a déclaré trouver proprement scandaleux l'écart existant en Guadeloupe entre les salaires des fonctionnaires et ceux des non fonctionnaires tels que ouvriers ou employés. L'écart pour un «smicard» serait selon lui de 56 %.

Emporté par son indignation, Hugodot allait-il déclarer que les salaires des employés et des travailleurs agricoles sont bien trop bas en Guadeloupe et qu'il était urgent de relever le SMIC ? Non bien sûr. Il ne s'agit pas de cela. Pour lui, ce sont les salaires des fonctionnaires qui sont trop élevés. A titre d'exemple, il a cité le salaire d'une secrétaire de préfet, qui est en Guadeloupe de 6 à 9 000 F, alors qu'en Métropole, une personne occupant le même emploi touche de 4 à 6 000 F. On pouvait s'attendre à ce que, dans la foulée, Hugodot révèle aussi la différence entre le salaire d'un sous-préfet en Métropole et celui d'un sous-préfet en Guadeloupe, et l'écart entre son salaire et celui de la secrétaire qui selon lui touche déjà trop. Mais il n'est pas allé jusque là.

Fort de ces exemples, il s'est contenté de déclarer, après Lemoine, que les 40 % de «prime d'éloignement»

pourraient être réduits.

Le ministre des DOM TOM Georges Lemoine, lui, avait déclaré à la presse qu'une partie de la prime attribuée aux fonctionnaires pourrait être dérogée, et serait affectée au financement de la construction dans les DOM.

Ainsi, selon Lemoine les 40 % ne seraient pas diminués, mais un prélèvement obligatoire serait effectué sur ces 40 % et affecté au secteur du logement, par exemple. D'autres affectations de la somme ainsi dérogée pourraient être envisagées, en accord avec les élus des DOM.

C'est cette position qui a été reprise par Hugodot, sans que ce dernier préci-

se quelle affectation particulière il proposait.

Voilà donc ces messieurs du gouvernement scandalisés par le niveau de vie des fonctionnaires des DOM, et qui se font les chantres de l'égalitarisme en disant que les fonctionnaires touchent vraiment trop par rapport aux ouvriers et employés. Ceci est peut être vrai pour les catégories supérieures de fonctionnaires, mais pour bon nombre d'employés des PTT, des hôpitaux ou de l'EDF, cela est beaucoup moins évident.

De plus, les amis de ces messieurs du gouvernement; ceux à qui le gouvernement attribue force exonération d'impôts, subventions et primes, les capitalistes de l'hôtellerie ou usiniers par exemple, se plaignent du fait que les salaires des travailleurs sont trop élevés en Guadeloupe. Le SMIC, se plaignent-ils, est trop haut et cela rend difficile la vie de leurs entreprises. Il n'y a qu'à regarder les pays voisins, disent-ils, où les salaires sont bien plus bas. et où les entreprises sont plus prospères.

Et Lemoine et Hugodot sont bien loin de les contredire.

Mais en réalité, qu'est ce qui est scancalieux ? Est-ce le fait que les Fonctionnaires aient un salaire qui leur permette de vivre correctement ou que les travailleurs, avec un SMIC inférieur à celui de France, connaissent des difficultés permanentes ?

Le vrai scandale, c'est que les capitalistes continuent à faire des profits sur le dos des travailleurs en leur payant un salaire scandaleusement bas. Et encore, ces capitalistes se plaignent que les «charges sociales» sont trop élevées, et le gouvernement, compatissant, leur attribue primes, subventions, aides et autres exonérations d'impôts.

Suite p 3

Fort de France : GREVE A K DIS VILLE POUR LA DIGNITE

Depuis le mardi 11 septembre, le magasin K/DIS ville à Fort-de-France est paralysé par une grève suivie à l'unanimité par les employés du magasin.

Cette grève a débuté à l'issue d'un incident survenu entre un surveillant du magasin et une caissière. Celle-ci a été injuriée par le surveillant et lorsqu'elle a demandé à ce que ce dernier fasse des excuses, non seulement il s'y est refusé, mais il a trouvé en plus un soutien total

du côté de la direction ! Celle-ci prend comme prétexte que la dispute s'est déroulée sans témoin pour refuser de donner satisfaction à la caissière.

Aussi, les travailleurs de K/DIS se sont mis en mouvement pour soutenir leur camarade et imposer que leur dignité soit respectée. Et il faut croire que la direction ne veut pas céder car le magasin est encore fermé, après 4 jours de grève !

AFRIQUE DU SUD : LA VIOLENCE REPRESSIVE DU POUVOIR RACISTE N'EMPECHERA PAS LA REVOLTE NOIRE

La télévision a présenté des images des manifestations qui se déroulent en ce moment en Afrique du Sud, opposant la population noire des ghettos à la police au service du pouvoir blanc.

La violence de ces images, la brutalité de la répression policière donnaient une idée de ce que vivent quotidiennement les Noirs dans ce pays.

Après les révoltes de Sharpeville en 1960, aux cours desquelles 70 Noirs avaient été tués par la police, après celles de Soweto en 1977, les Noirs pauvres d'Afrique du Sud sont à

nouveau en lutte, avec le même courage que celui dont ils avaient fait preuve lors des révoltes passées. De cela aussi, les images télévisées donnaient le témoignage.

D'abord il y a eu les élections organisées par le pouvoir raciste blanc pour la constitution d'une assemblée métisse et indienne. Les Noirs, eux, n'étaient pas appelés à voter, ils n'ont pas le droit de vote et bien que représentant 75 % de la population, ils n'ont aucune représentation politique légale.

Mais les élections organisées par le pouvoir ont été très largement boycottées par les populations Métisse et Indienne, et les manifestations en faveur du boycott ont donné le signal de la répression.

En même temps ont éclaté les manifestations des lycéens et étudiants pour la suppression de l'âge limite de scolarité et contre les châtiments corporels.

Puis c'est à l'annonce d'une hausse brutale des loyers que la colère de la population des ghettos a éclaté.

La brutalité de la répression policière,

qui a déjà fait plus de 38 morts, les provocations des policiers, Blancs pour la plupart, vis à vis des manifestants sont motivées par la crainte qui saisit le pouvoir blanc et sa police lorsque déferle la colère de la population noire. Il y a en effet en Afrique du Sud une population de 25 millions de Noirs alors que la population blanche est de 4,6 millions. En dépit du système de l'apartheid qui interdit tout contact autre que les relations d'exploitation entre Noirs et Blancs, qui a isolé les Noirs dans des

Suite p 4

LE MOUVEMENT OUVRIER NOIR EN AFRIQUE DU SUD

Les luttes récentes des mineurs sud-africains prouvent encore s'il en était besoin l'existence d'une classe ouvrière importante et qui se bat. Cette classe ouvrière est d'autant plus révoltée qu'elle est dans sa grande majorité noire et qu'elle subit en plus de l'exploitation des capitalistes blancs, le plus violent des racismes.

Il existe donc un mouvement ouvrier noir non négligeable en Afrique du Sud. Ses luttes sont porteuses d'espoir, non seulement pour la libération de la classe ouvrière sud-africaine mais aussi pour celle de toute l'Afrique.

Pour mieux comprendre ce mouvement ouvrier noir, il est nécessaire de revenir sur la formation du peuplement et de l'Etat d'Afrique du Sud.

COLONISATION ET PEUPEMENT

C'est à partir du 17^{ème} siècle que les européens commencèrent à s'intéresser à l'Afrique du Sud avec l'installation de la Compagnie Néerlandaise des Indes Orientales.

Les premiers européens furent donc des hollandais. A partir de 1795, l'administration coloniale passa de la Hollande à la Grande-Bretagne.

Les colons s'installèrent sur des terres, même au delà des frontières de la colonie. Les boers (c'est à dire paysans en hollandais) se heurtèrent alors à différents peuples africains : aux Bushmen, aux Hottentots puis aux peuples Bantous. Les deux premières tribus furent pratiquement exterminées. Ensuite, la guerre se poursuivit contre les Xhosas et les Zoulous dont le chef Chaka avait organisé un vaste empire militaire qui fut détruit.

Vers le milieu du 19^{ème} siècle l'Angleterre finit par reconnaître l'indépendance des communautés Boers qui se transformèrent en cinq républiques : la République du Transvaal, et l'Etat Libre d'Orange furent les deux plus importantes.

LA GUERRE DES BOERS

Mais, tout allait changer avec la découverte de l'or et du diamant, et cela allait entraîner l'installation de puissants capitaux anglais. Avec avidité, les hommes d'affaires de la puissante société capitaliste anglaise de la fin du 19^{ème} siècle investirent dans l'or et le diamant. De grands centres miniers se constituèrent et toute une population afflua vers eux. Cent mille britanniques vinrent s'y installer.

Mais tout cela se produisait sur les « Etats Boers ». Ces derniers développaient leur production agricole, mais les capitalistes des mines d'or et de diamant comme Cecil Rhodes amassaient d'immenses richesses sur ces terres, sans commune mesure avec celle de ces mêmes Boers.

L'impérialisme britannique voulant acquérir sans restrictions ces terres au sous sol si riche fit la guerre aux Républiques Boers. Ce fut la guerre des Boers ! Une guerre d'extermination qui fit capituler les Boers après deux ans et demi.

L'Afrique du Sud devint colonie anglaise avec un large statut d'autonomie : celui de « Dominion ». Mais contrairement à ce qui se passait dans d'autres colonies, le grand capital impérialiste a réinvesti sur place, créant un véritable capital sud-africain. La République sud-africaine est aujourd'hui un Etat indépendant.



LA POPULATION BLANCHE

Elle est à l'heure actuelle composée de 4 millions 600 mille personnes.

Elle comprend deux catégories : les Afrikaners : 2,7 millions (58,7 %), les Anglais : 1,9 millions (41,3 %). Les Noirs sont 24,7 millions.

Les Afrikaners proviennent de l'Allemagne pour 34,8 % de la Hollande pour 33,7 % de la France pour 13,2 %. Dans tous les domaines politique, religieux, culturel, économique, les Afrikaners ont leurs propres organisations fondées sur une base ethnique. Leur parti est le « Parti National », pour 80 % d'entre eux. Il existe une presse importante en langue Afrikaans, inférieure cependant aux grands quotidiens de langue anglaise. Mais il existe une véritable « conscience Afrikaner » sur une base ethnique. Il existe des écoles afrikaans, à côté des écoles anglaises.

Au niveau économique, les Afrikaners ont pu pénétrer certains secteurs importants de l'économie : c'est le cas de « La Compagnie Minière Fédérale Mynbou » qui aujourd'hui sous le nom de « Gencor » contrôle 30 % de l'or sud-africain.

Le groupe « Rembrandt » compte parmi les 10 premiers groupes mondiaux de brasserie et de distillerie ; il était en 1980 le quatrième producteur de cigarettes du monde occidental avec 59 usines dans 27 pays et contrôlait les marques Craven, Peter-Stuyvesant, Dunhill et les cigares Panther et Rothmans.

Les Afrikaners sont maintenant urbanisés à 90 %. Ils sont nombreux aujourd'hui dans les secteurs publics ou semi-publics où les anglophones sont minoritaires.

Ils sont aussi en majorité dans l'armée. Dans la bureaucratie qui fait marcher l'apartheid, ce sont eux qui ont la totalité des postes. C'est la fraction la plus conservatrice et raciste. Hostile à toute réforme, elle est aussi composée

de petits-blancs, base sociale du système d'apartheid.

Les agriculteurs blancs, les fermiers sont presque tous afrikaners.

Les Anglophones eux sont plus concentrés dans le Natal (75 %) et dans la province du CAP (45 %). Leur parti est le Parti Fédéral Progressiste (PFP).

La presse anglophone est de loin la plus importante. Les Anglophones restent pour beaucoup attachés à la culture britannique. Les écoliers de langue anglaise maîtrisent mal l'afrikaan.

Ils sont moins nombreux que les Afrikaners dans les différents secteurs et postes de direction. Toutefois, le grand capital anglophone tient une bonne place.

L'ECONOMIE

La République sud-africaine réduit à la famine et la misère des millions d'hommes et de femmes noirs. Pourtant c'est un pays extraordinairement riche en minerais. Il est le 3^{ème} producteur de minerais après les Etats-Unis et l'URSS.

Il est le premier producteur d'or du monde, et le premier producteur de diamant. Le groupe « DE BEER » fondé par Cecil Rhodes et présidé par Oppenheimer exploite la totalité des gisements ainsi que les riches gisements de Namibie, du Botswana, du Lesotho. La « DE BEER » contrôle aussi plus de 2/3 de la commercialisation des diamants dans le monde.

En plus, l'Afrique du Sud possède d'importantes réserves de platine, de vanadium (qui est utilisé pour ses propriétés non magnétiques dans l'électronique), de chrome, de manganèse, quant aux autres minerais, ils sont légion : cuivre, nickel, plomb, lithium, argent, étain, zinc, cobalt.

Les produits énergétiques sont aussi particulièrement importants : les réserves de charbon sont de l'ordre de quelques dizaines de milliards de tonnes.

L'Afrique du Sud est aussi le principal fournisseur du monde occidental en oxyde d'uranium obtenu à partir des boues de lavage du minerai aurifère. Ce sont les gros consortiums français : Framatome - Spie - Batignolles - Alstom qui se sont vus confier les travaux d'utilisation de cet uranium.

En ce qui concerne les produits de grande consommation, en grande majorité, ils sont fabriqués en Afrique du Sud même.

Sur tout cet empire capitaliste trônent de grosses sociétés produisant de super bénéfices. Les activités bancaires sont contrôlées par la « Barclays Bank » et la « Standard Bank » contrôlées elles mêmes à 50 % par les banques-mères de Londres.

Trois autres groupes bancaires sont contrôlés par les afrikaners. Il y a aussi une banque que connaissent bien les Français c'est La Banque d'Indochine et de Suez, existant sous le nom de « French Bank of Southern Africa ».

PRESENCE DE L'IMPERIALISME MONDIAL

Bien que tous les pays condamnent l'Afrique du Sud pour sa politique raciste, tous, en particulier les grands pays capitalistes traitent avec elle.

La Grande-Bretagne est le premier investisseur. Les USA sont devenus le premier partenaire commercial. Les ventes d'armes américaines ont représenté, en 1980, 13,7 % des importations sud-africaines. Les investissements américains se chiffrent en milliards de dollars.

La République fédérale d'Allemagne a récemment multiplié par vingt la valeur de ses échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud.

Le Japon est devenu le premier pays importateur de charbon de l'Afrique du Sud.

La Suisse est le premier client de ce pays, quant à la France, malgré les déclarations hypocrites de ses dirigeants contre l'apartheid, elle n'est pas en reste. Les sociétés françaises implantées sont : Total, CGE, Alstom, Fulmen Africa, Schneider-Electronique, Thomson-CSF, Cit-Alcatel, Pechiney-Ugine-Kuhlman, Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf, L'Oréal et d'autres moins connues. En 1980, l'Afrique du sud devint aussi le premier fournisseur de charbon de la France.

NAISSANCE DE LA CLASSE OUVRIERE

Les grandes compagnies minières, recrutèrent d'abord au Mozambique une bonne partie de leurs travailleurs. Elles créèrent le système des « Compounds ». Le compound c'est en fait un camp de travail forcé où les travailleurs sont soumis à un véritable esclavage. Pendant la durée de son contrat, le travailleur doit vivre à l'intérieur d'un camp militairement gardé. C'est un camp de concentration, pour éviter selon les compagnies, les fuites et le vol de l'or. Chassés de leurs terres, pourchassés par la police, les noirs d'Afrique du Sud furent contraints d'aller travailler dans les mines. Mais bien des petits fermiers blancs subirent le même sort et furent aussi contraints, corvéables à merci, de se faire exploiter par les grosses sociétés capitalistes. Ce sont les « pauvres blancs », Afrikaners.

A suivre au prochain Numéro : « les premières luttes ouvrières ».

QUAND LE GOUVERNEMENT VEUT FAIRE L'EGALITE DES SALAIRES PAR LE BAS

SUITE DE LA PAGE 1

Selon une publicité, parue dans le journal « Le Monde », la Guadeloupe et la Martinique sont même à ce titre, les paradis des investisseurs, ceux qui veulent réaliser des profits faciles.

Bien sûr, dans nos pays débarrassés justement de l'exploitation capitaliste, dirigés par les travailleurs, la question des salaires se poserait autrement. Les salaires de chacun seraient fixés et décidés par les travailleurs eux-mêmes et il n'existerait très certainement pas de disparité telle que celle qui existe actuellement entre les salaires des fonctionnaires et ceux des ouvriers et employés, qui est tout à fait injustifiée.

Mais aujourd'hui, dans des DOM dirigés par les capitalistes et un Gouvernement à leur service quelle garantie ont les travailleurs que le prélèvement qui serait fait sur le salaire des fonctionnaires ira réellement au secteur du bâtiment ?

Le gouvernement nous a plutôt habitués à ce que l'argent prélevé sur les contribuables aille dans la poche des capitalistes, locaux et français. Qui nous dit que ce ne sera pas les Empain, les Schneider qui feront main basse sur la somme ainsi économisée par le gouvernement ? Et sans que nous voyions sortir de terre plus de logements !

Et si cette somme était effectivement attribuée au secteur du bâtiment, ne servirait-elle pas à construire d'autres Marinas ou résidences de luxe toujours pour le profit des capitalistes et des gens plus riches même que les fonctionnaires ?

Les travailleurs n'ont aucun contrôle sur les sommes attribuées par l'Etat à tel ou tel secteur.

Pour mettre fin à tous ces scandales, pour mettre fin aux profits des capitalistes qui constituent un véritable vol commis sur les travailleurs, c'est aux capitalistes eux-mêmes et à la société qu'il faut s'en prendre.

C'est de cela que les Lemoine, Hugodot et Cie veulent détourner l'attention des travailleurs en fixant leur attention sur les fameux 40 % des fonctionnaires !

Guadeloupe : la municipalité du Lamentin n'a pas d'argent pour payer le personnel de cantine

Les 40 employés de la cantine du Lamentin n'ont pas perçu jusqu'ici leur salaire. Le maire a déclaré qu'il n'y a pas d'argent, et à quelques jours de la rentrée scolaire, il n'a pris aucune disposition pour payer le personnel.

Une délégation du personnel de cantine, soutenu par le groupe Tafna (groupe d'opposition au sein de la municipalité), est allé voir le maire pour réclamer ce qui est dû au personnel. Le maire s'est contenté de réaffirmer qu'il n'y a pas d'argent. Il s'est même permis de dire que les employés de cantine sont trop nombreux alors que c'est lui-même qui les a embauchés. Est-ce là une menace voilée de suppression de personnel ? Une éventualité à ne pas écarter quand on sait que dans d'autres communes (Sainte-Rose), les employés se sont trouvés face à une menace de perdre leur emploi, et ont vu diminuer leurs heures de tra-

DE SE PRONONCER CONTRE UNE ATTEINTE AUX LIBERTES

Le député communiste Moutoussamy était interrogé par un journaliste de RFO, le mercredi 12 septembre, dans le cadre d'une émission hebdomadaire.

On se souvient que la veille au soir, plusieurs hommes de la brigade de la police judiciaire, assistés d'un important déploiement de CRS, avaient envahi le local du journal « L'Endépendans ». Après avoir perquisitionné avec rudesse les locaux, ces hommes qui agissaient munis d'une commission rogatoire, avaient embarqué la quinzaine de militants présents à la caserne de la CRS du Morne Vergain.

Le journaliste de RFO a donc demandé au député communiste quel était son sentiment face à de tels faits.

La réponse de Moutoussamy fut réellement édifiante !

En effet, donnant l'impression d'être quelque peu agacé par un tel sujet, il se contenta de dire que dans l'état actuel des choses, il ne se prononçait pas car il estimait que le gouvernement actuel et le mouvement qualifié par le Parti Communiste guadeloupéen de « national-populiste », entretenaient des rapports peu clairs dont lui, Moutoussamy ignorait la teneur exacte.

Malgré une certaine insistance du journaliste, Moutoussamy refusait de condamner cette intervention policière

dans les locaux d'un journal, alors qu'elle apparaissait bien comme une action de type colonialiste.

Bien sûr, il ne s'agit pas de faire le reproche à Moutoussamy d'avoir des positions différentes de celles de l'UPLG, de le dire publiquement et de s'en expliquer.

Mais, précisément une telle attitude ne constitue en rien une explication et bien au contraire prête le flanc à des critiques précises et justifiées.

Notre courant a de sérieuses divergences avec l'UPLG et nous en avons toujours débattu publiquement dans notre presse ou dans nos réunions publiques, au risque de déplaire à certains militants ou dirigeants de cette organisation, car pour certains d'entre eux, l'action commune des anti-colonialistes, est avant tout l'unité derrière leurs seules positions et initiatives, et sous la direction de l'UPLG !

Cela n'empêche qu'en toutes les circonstances où des militants ou des organisations se trouvent en butte à des perquisitions, arrestations ou autres tracasseries du pouvoir colonial en place, les révolutionnaires, et ceux qui se disent communistes ne doivent pas hésiter. Ils ne sont pas dans le camp de la puissance coloniale. Et ce même par omission ou dans le but de régler des comptes avec une organisation concurrente.

Cela n'a rien à voir avec la lutte politique publique et sans concessions qui est nécessaire, au sein de ceux qui luttent, chacun à leur manière, contre le pouvoir colonial.

De telles positions franches et nettes dans le camp des anti-colonialistes sont non seulement nécessaires mais indispensables.

Ceux qui ont choisi délibérément d'être dans le camp des travailleurs, des opprimés, des plus défavorisés dans les luttes d'aujourd'hui et de demain, doivent se montrer en toute confiance, farouchement opposés à toute atteinte à la dignité, à toute forme d'injustice et d'atteinte à la liberté, quelles que soient les victimes.

Le fait qu'un homme politique ayant des responsabilités qui le mettent très en vue, tel Moutoussamy, décide de se taire, de refuser de condamner une atteinte aux libertés venant de la puissance coloniale, quelles que soient ses raisons, est une position qui ne renforce pas son parti.

Cette attitude de plus peut être néfaste pour les travailleurs dans les luttes politiques qu'ils ont à mener.

Cela peut entraîner divisions et confusions qui entraveront la tâche des organismes de répression coloniaux.

Suite de l'éditorial

lières contre des militants indépendantistes. Pour l'impérialisme français, il s'agit surtout de faire en sorte, des maintenant, que le problème de l'indépendance ne devienne pas une affaire qui donne lieu à un combat pouvant être repris par les pauvres, et donc risquant d'être dirigé par eux. Il faut que l'indépendance demeure, le jour venu, un objet de tractations entre gens du même monde politique pour la création d'un appareil d'état guadeloupéen, martiniquais ou guyanais qui restera dans l'orbite impérialiste et dans le cadre fixé par elle.

Martinique :

DE QUI SE MOQUENT LES PATRONS DE SUNWIND-ENERGIES ?

Dans un numéro récent du journal français « Le Monde » consacré à la Martinique, un journaliste se fait l'écho des plaintes de messieurs Simonin et Schmoker, les deux patrons suisses de Sunwind Energies.

Cette entreprise qui a compté un peu plus d'une trentaine de personnes n'emploie plus qu'une dizaine de personnes en Martinique. La chute est brutale en l'espace d'un an et demi. Et Simonin rend carrément responsable de cela les syndicats martiniquais, qu'il qualifie dans le journal « Le Monde » de « immatures et politisés ».

En réalité, l'installation de Sunwind Energies est ici une preuve vivante de l'attitude de toute une faune de capitalistes et d'affairistes quand ils s'établissent aux Antilles. Affairistes dont d'ailleurs les activités s'apparentent plus à l'escroquerie pure et simple qu'au fonctionnement « normal » d'une affaire capitaliste.

En effet, Simonin et Schmoker reçurent une véritable manne de subventions pour l'ouverture de leur entreprise. Le journal « Le Monde » concède qu'ils reçurent 700.000 Frs (70 millions de centimes) rien qu'en subventions pour création d'emplois ! Avec cet argent ils embauchèrent une série de jeunes ouvriers directement sortis des LEP de l'île avec le CAP comme diplôme. Tous ces jeunes étaient payés uniformément au SMIC. Il fallut un premier mouvement de grève pour que ceux-ci obtiennent l'établissement d'une grille de qualification. Ce qui était une façon d'avoir pour, certains au moins, une augmentation de salaire.

Ce premier succès resta en travers de la gorge de Simonin et Schmoker qui n'eurent de cesse de décapiter la toute jeune section syndicale. Ainsi, pour tourner la loi qui instaurait en ce temps-là des délégués du personnel avec comme seuil 10 salariés, ils eurent dès avant la grève de mars 1983 le projet de diviser l'entreprise en 3. Chacune des divisions ainsi créées n'était pas de délégué car ils étaient au-dessous du seuil ! Ensuite ils contraignirent les salariés à se transformer en artisans non déclarés pour la fabrication des chauffe-eau solaires.

Ceux-ci se rendirent compte bientôt qu'ils faisaient du travail au noir, puisqu'ils n'étaient pas déclarés à la Chambre des métiers ! L'expérience dura 3 mois, deux mois de travail normal, plus un mois de chômage technique (les patrons ne fournissaient plus de matière

première pour fabriquer les chauffe-eau). Le quatrième mois, Simonin et Schmoker changent le modèle de chauffe-eau à produire, ce qui se traduit par une perte sèche de revenus pour les soi-disant artisans.

Ausitôt, ceux-ci protestent, demandent des comptes. Ils sont alors expulsés de l'entreprise. Ils traduisent les patrons devant les Prud'hommes. Parallèlement, le Conseil Régional, considérant qu'il s'agit en réalité d'un licenciement déguisé de la part de Sunwind Energies refuse d'accorder la prime d'installation de chauffe-eau solaire.

C'est dans ces conditions qu'éclate l'incendie qui ravage l'atelier à Ducos. A qui profite l'incendie ? Absolument pas aux ouvriers puisque les machines et le stock représentent leur seule monnaie d'échange devant les Prud'hommes pour qu'on les dédommage après le licenciement abusif.

Alors Simonin et Schmoker pourront peut-être répondre aux questions suivantes ? : Qui a introduit et pourquoi a-t-on introduit du gaz-oil à l'atelier, juste l'avant-veille de l'incendie criminel ? Il faut signaler que l'entreprise tourne sans gaz-oil !

Est-il vrai que l'on venait d'assurer l'atelier une semaine avant l'incendie ? Sait-on de quelle manière les incendiaires ont pénétré dans l'atelier ? Y-a-t-il eu porte fracturée ou non ?

En réalité, dans toute cette affaire, ceux qui ont perdu encore le moins sont les patrons tandis que l'atelier de Ducos tourne au ralenti, ils se sont développés en Guadeloupe (Petit-Bourg) et à la Réunion ! Il serait d'ailleurs intéressant de savoir quelles primes, quelles subventions ils ont touché dans ces deux îles pour poursuivre les exploits commencés en Martinique ?

Une dernière précision : dans cette entreprise innocente, les rôles étaient partagés admirablement bien. Tandis que l'un des deux suisses, Simonin, pasteur évangéliste y allait de son couplet dominical, l'autre, Schmoker ceinture noire de karaté menaçait et tapait : à preuve, un jeune ouvrier frappé d'un coup de pied. A preuve aussi les bagarres lors de la grève de mars-avril 1983. En somme à Sunwind les patrons empochaient le fric, laissant les prières et les coups pour les travailleurs.

MEXIQUE : LE GOUVERNEMENT ACCEPTÉ DE PAYER SA DETTE Les pauvres accepteront-ils de trinquer ?

Un certain nombre de dirigeants de grandes banques américaines ainsi que ceux du FMI (fond monétaire international) viennent de pousser un ouf de soulagement. En effet, le Mexique, un parmi les pays sous-développés les plus endettés vient d'accepter de rembourser sa dette qui s'élève à 66 milliards de dollars. Il y a deux ans de cela, les dirigeants mexicains avaient déclaré ne pas pouvoir payer cette dette, et ne la payaient plus. Après deux ans donc, de négociations et de tractations de toutes sortes, ils sont revenus sur leur décision et acceptent d'honorer leur dette.

Pour commencer, le Mexique a obtenu de pouvoir échelonner le paiement sur 14 ans, et aussi de faire l'économie de 5 milliards de dollars sur les intérêts. Il obtient également de pouvoir payer une partie en monnaie mexicaine et plus seulement en dollars. En contrepartie, les dirigeants mexicains s'engagent à acheter une certaine quantité de produits aux pays prêteurs alors que cette pratique était plus ou moins interdite. D'autre part et c'est la condition peut-être la plus dure, le gouvernement mexicain accepte un certain contrôle des responsables du FMI sur sa politique économique. Or on se souvient que c'est suite à ce contrôle et à l'application des décisions des responsables du

FMI qui avaient pour conséquence un renchérissement des produits de premières nécessités que la Tunisie d'abord, le Maroc puis Saint-Domingue furent le théâtre de sanglantes émeutes au cours de cette année.

Les dirigeants américains ainsi que ceux du FMI peuvent s'estimer satisfaits. Car la décision du Mexique rend désormais possible des accords du même type avec toute une série d'autres pays d'Amérique Latine et d'ailleurs, endettés jusqu'au cou auprès d'un certain nombre de grandes banques internationales. La dette du Tiers Monde s'élève en effet à plus de 700 milliards de dollars. Et les créanciers craignent par dessus tout que le refus du Mexique et d'un certain nombre d'autres pays ne créent entre eux une certaine solidarité et surtout l'idée de mettre sur pied une sorte d'organisation de refus de payer les dettes.

Bien évidemment ces accords ont été conclus par le gouvernement mexicain. Mais il n'est pas dit que les travailleurs, les couches pauvres de la population et notamment les millions de pauvres qui s'entassent dans les bidonvilles autour de Mexico accepteront de se priver encore plus pour permettre aux dirigeants du pays de payer la dette extérieure.

AFRIQUE DU SUD : (Suite de la page 2)

la violence répressive du pouvoir raciste n'empêchera pas la révolte noire.

ghettos ou des «bantoustans», états soi-disant indépendants peuplés de Noirs, en dépit du fait que les Noirs sont en permanence surveillés et qu'ils soient désarmés face à la police, malgré tout cela, les racistes au pouvoir se sentent en permanence menacés et on le comprend car ces blancs au pouvoir sont surtout capitalistes. Et la population blanche qui est dans leur camp ne doit ses privilèges et son haut niveau de vie, un des plus hauts d'Afrique, qu'au fait que des millions de travailleurs noirs sont exploités dans les mines et les industries des capitalistes blancs. En réalité, cette minorité blanche parasite, comme les capitalistes, est nourrie et entretenue par les masses qu'ils exploitent. Mais en Afrique du sud, les capitalistes sont blancs et les exploités sont noirs. Et Blancs et Noirs ne sont séparés souvent que par l'espace d'une rue.

Les capitalistes blancs sud-africains perçoivent bien dans les révoltes des noirs le vent de colère qui aujourd'hui ou demain va les emporter.

L'Afrique du Sud, comme tous les états capitalistes, subit la crise économique. Et comme partout ailleurs, les capitalistes sud-africains entendent se

décharger du poids de la crise sur la population pauvre, en réduisant les subventions aux produits de première nécessité, ou en augmentant brutalement le prix des loyers, comme cela s'est produit récemment.

Comme toute classe capitaliste, en période de prospérité économique, elle peut se donner les moyens de prévenir ou de limiter les révoltes de travailleurs en leur accordant quelques miettes sur ses énormes profits. Les salaires des travailleurs noirs sud africains sont extrêmement bas, bien inférieurs à ceux des travailleurs blancs. Par exemple en 1980, le salaire d'un mineur blanc était de 1294 rands (monnaie sud africaine) par mois, alors que celui d'un mineur noir était de 210,8 rands, soit l'équivalent de 1200 F. Mais le salaire d'un travailleur noir reste souvent bien supérieur à celui d'un autre pays d'Afrique : 800 F par mois pour un ouvrier professionnel en Côte d'Ivoire par exemple.

Mais en période de crise économique, il devient plus difficile à la bourgeoisie de se tirer d'affaire en lâchant des miettes car elle ne veut pas réduire sur ses profits. En plus de cela, le chômage augmente, des grèves éclatent. En juillet 82, neuf mineurs noirs ont été tués lors d'affrontements avec la police pendant les grèves.

C'est dans ce contexte de crise qu'éclatent des révoltes telles que celles qui ont commencé il y a quelques semaines. La crise, si elle atteint surtout les travailleurs noirs qui sont les plus pauvres, atteint également la classe ouvrière blanche sud-africaine, peu nombreuse, mais utilisée par le pouvoir. Et il n'est pas impossible que cette fraction de la population blanche qui n'est pas forcément privilégiée, entre aussi en lutte contre la dégradation de son niveau de vie et contre les capitalistes au pouvoir.

Les Noirs sud africains luttent donc contre le système raciste de l'apartheid, mais ce système est celui des capitalistes blancs. Et c'est la crise de ce système qui entraîne les luttes les plus violentes. En luttant contre l'apartheid, les Noirs sud-africains n'ont donc aucun intérêt à limiter leur mouvement au remplacement de la bourgeoisie blanche au pouvoir par une bourgeoisie ou petite bourgeoisie noire qui, comme en témoignent les classes dirigeantes des autres états africains, serait elle aussi répressive et exploiteuse.

En luttant contre l'apartheid, ces travailleurs peuvent prendre eux-mêmes le pouvoir et lier leur lutte à celle de tous les opprimés d'Afrique, qu'ils soient directement exploités par une bourgeoisie blanche, ou victimes de classes dirigeantes noires au service de l'impérialisme.

HAÏTI

UNE VICTIME DE LA TORTURE TEMOIGNE

Nous publions ci-dessous le témoignage de Michel Joseph, membre du Parti Unifié des Communistes haïtiens, paru dans le journal Haïti-Progrès, venant de l'émigration haïtienne à New York.

Etant donné la longueur du texte, nous préférons le publier en plusieurs fois plutôt que d'y faire des coupures.

On se rappelle la vague de répression qui s'abattit en Haïti dans les années 68-69 dont l'objectif était de démanteler le PUCH (Parti Unifié des Communistes Haïtiens) qui était alors en pleine extension.

A cette époque, parallèlement à mon travail d'enseignant, j'étais militant de cette organisation, plus précisément dans la région du Cap-Haïtien. Dès le mois de mars 68, j'avais eu une première alerte. Des rumeurs avaient couru sur mon arrestation à tel point que, revenant un soir de la campagne chez mes parents, je trouvai toute la maisonnée en émoi : on me croyait arrêté. Aussi, ce soir même je me mis à couvert et peu de temps après, je me rendis clandestinement à Port-au-Prince. Depuis lors et jusqu'à mon arrestation, je menai l'existence aléatoire, difficile, mais néanmoins très active des militants clandestins en pays de dictature. A cette époque en effet, l'agitation se multipliait en Haïti : affrontements directs avec les forces répressives, explosions de bombes, affiches dans les rues etc ; en contrepartie, le gouvernement se lança dans une campagne grossièrement mensongère, en essayant notamment de jouer sur une certaine ignorance de l'opinion publique pour agiter l'épouvantail du «communisme».

C'est un dimanche, le 9 septembre 1969, que je fus arrêté dans un garage à Martissant. Il était 11 h du soir, les agents du SD (Services Détachés) firent irruption et embarquèrent tout le monde, c'est-à-dire — en même temps que moi — des apprentis-mécaniciens qui n'avaient pas d'activités politiques mais vivaient là uniquement faute de pouvoir payer un loyer. On nous entassa, menottés, à l'arrière d'une Volkswagen et la voiture prit la direction des Casernes Dessalines.

FACE AUX TORTIONNAIRES

Aussitôt arrivé, me voilà conduit directement à la salle d'interrogatoire où officiait le colonel Claude Breton, alors commandant des Casernes. Au mur, des photos parmi lesquelles celles de certains camarades que je connaissais. Ce fut la première des séances rituelles qui devaient se renouveler quotidiennement pendant 8 jours d'affilée : les photos que l'on présente en vous invitant à trahir des compagnons de lutte, les paroles mielleuses et les menaces brutales, les réponses invariables que l'on a choisi de faire une fois pour toutes : «Je ne sais pas, je ne connais pas». Dois-je dire que nul prisonnier politique n'est pour autant un héros ou prédestiné au rôle de martyr ? Comment résiste-t-on ? Selon mon expérience personnelle, c'est relativement simple : dès le début, et à l'époque même où j'étais entré en clandestinité, j'avais décidé de

dire «non» à tout une fois pour toutes et, en dépit des tortures, je me suis pour ainsi dire arc-bouté dans ce refus obstiné qui finit par s'ancre au niveau du subconscient. Ainsi, il devait devenir pour moi quasiment impossible de répondre autre chose que non.

Cependant ce soir-là, j'ai connu cette horrible expérience : la torture. Brutalement, sans que je m'y attende, un homme placé derrière moi me frappa aux tempes et aux oreilles. Ce traitement s'intercalait entre questions et réponses et le sang se mit à jaillir, de ma bouche, de mes oreilles et même de mes yeux. Le bourreau agissait sur consignes de Breton, indiquées tout simplement à l'aide d'un crayon. A 5 h du matin, de guerre lasse on m'emmena et je fus conduit dans la salle de garde. Là on me plaça debout contre le mur, avec interdiction de bouger et de tourner la tête ni à droite ni à gauche. C'était en fait, en dehors des séances de tortures à proprement parler, une autre forme de torture car on devait rester dans cette position des heures d'affilée : au bout d'un certain temps, cela devenait impossible, les pieds enflaient et on tombait à terre, on vous remettait alors debout à coups de pied. D'autres prisonniers étaient là, dans la même position et, je l'appris par la suite par ma propre expérience, depuis plusieurs jours.

A 2 h de l'après-midi, on revint me chercher. Dans la salle d'interrogatoire, se trouvait le major Orcel et toujours le colonel Breton, derrière moi le bourreau. La même séance recommença, pire cependant. Je fus soumis à une torture courante en Haïti, le «djak» hérité de l'époque coloniale. Ligoté en boule, un bâton passé derrière les jambes, on me suspendit entre deux tables et le tortionnaire me roua de coups de bâton. Questions, tortures : le cycle infernal dura jusqu'à 5 h de l'après-midi et retour à la salle de garde où je fus remis dans la même position, debout face au mur. Evidemment, durant la torture, le prisonnier hurle, s'évanouit, le sang jaillit, mais il semble que ce spectacle dantesque n'affecte pas ceux qui en sont les maîtres d'œuvre. Le bourreau frappait, accomplissant consciencieusement sa «tâche» et Breton restait en général calmement assis derrière son bureau, faisant se succéder questions et tortures, toujours par un simple signal.

(Suite au prochain numéro).

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
B.P. 42
92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
No 51728